

À la croisée des chemins

L'université algérienne face aux défis et opportunités du tournant anglophone

At the Crossroads

The Algerian University Facing the Challenges and Opportunities of the Shift to English

Dr Lakhdar DOURARI

Auteur correspondant, Lab. Sociodidactique des Langues Étrangères et Maternelles en Algérie – SODIDLEM : E2470400, Centre universitaire de Barika (Algérie), ORCID : 0009-0007-7203-8234, lakhdar.dourari@cu-barika.dz

Soumission : 27.03.2025 – Acceptation : 28.03.2025 – Publication : 30.03.2025

Résumé — L'adoption de l'anglais comme langue d'enseignement en Algérie représente un défi majeur face à la prédominance historique et culturelle de la langue française. Cette dernière bénéficie d'une longueur d'avance, étant profondément enraciné dans le système éducatif et le paysage sociolinguistique national. L'anglais, en revanche, demeure marginal et son introduction nécessite des efforts considérables en termes de formation des enseignants, d'adaptation des ressources pédagogiques et d'acceptation sociale. Cette transition, bien qu'ambitieuse, soulève des interrogations sur sa faisabilité et les éventuelles répercussions sur l'équilibre linguistique du pays.

Mots-clés : *université algérienne, anglais, enseignement, statut du français, langue.*

Abstract — The adoption of English as a language of instruction in Algeria poses a significant challenge when faced with the historical and cultural dominance of the French language. The latter holds a considerable advantage, being deeply rooted in the educational system and sociolinguistic landscape of the country. In contrast, English remains marginal, and its implementation requires substantial efforts in teacher training, adaptation of educational resources, and social acceptance. This ambitious transition raises questions about its feasibility and the potential implications for the linguistic balance in the country.

Keywords: *Algerian University, English, Teaching, Status of French, Language.*

Introduction

Dans un monde en constante évolution, l'apprentissage d'une ou plusieurs langues étrangères est plus indispensable que jamais. La question linguistique dans les écoles algériennes est de nouveau sur le devant de la scène. Réformer le système éducatif et le secteur universitaire a été un sujet récurrent pour les gouvernements algériens depuis 1962. Pour améliorer le fonctionnement des universités algériennes et accroître la pertinence des contenus d'enseignement, M. Tayeb Bouzid, ancien ministre de l'Enseignement supérieur, a lancé le 22 juillet 2019 le projet de remplacement du français par l'anglais. En fait, cette idée ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte à la fin des années 1980, à l'époque de l'ancien ministre de l'Éducation, Ali Ben Mohamed. Toutefois, le projet a été abandonné. Ce projet envisage l'enseignement des matières scientifiques et techniques en anglais. Cette proposition semble provocatrice, suscitant de vives réactions tant du côté des francophones que des anglophones. Cette transition soulève une problématique centrale :

- **Dans quelle mesure ce changement linguistique peut-il être mis en œuvre sans déstabiliser les acquis du système éducatif existant, ni compromettre les spécificités culturelles et historiques du pays ?**

Ce défi complexe implique non seulement de surmonter les obstacles liés à la formation des enseignants et à l'adaptation des ressources pédagogiques, mais également de répondre aux préoccupations sur le rôle symbolique et fonctionnel du français, ancré dans l'héritage postcolonial et dans les relations internationales de l'Algérie.

1. Le marché linguistique algérien

Le marché linguistique algérien est très peu exposé à l'anglais. Cette langue est souvent perçue comme celle utilisée pour les discussions informelles sur les réseaux sociaux, un marché en pleine expansion. Cependant, il est peu probable que le français soit détrôné, ayant pris une longueur d'avance et bénéficiant de l'avantage du précurseur. L'anglais n'est parlé dans aucune région géographique en Algérie. Le français reste la langue administrative du pays et la seconde langue la plus couramment utilisée. Partout sur le territoire, il est possible de trouver des personnes parlantes et comprenant le français, que la grande majorité des Algériens maîtrise très bien. L'arabe classique, enseigné dès le plus jeune âge, n'est utilisé que dans le cadre scolaire. Dans la vie quotidienne, que ce soit dans les cours de récréation, dans la rue ou à la maison, on s'exprime en arabe dialectal, une version populaire de l'arabe classique, qui varie selon les régions et parfois même les quartiers. Ceux qui essaieraient d'utiliser un langage soutenu risqueraient de se couvrir de ridicule et auraient peu de chances d'être compris.

C'est dans ce contexte de contact et de cohabitation que la langue française a acquis certaines de ses caractéristiques uniques, passant d'une langue de colonisateur à un véritable butin de guerre, puis un outil de communication à une utilisation utilitaire. Pendant les 132 années de colonisation française, la langue française en Algérie représente l'héritage vivant d'une cohabitation linguistique unique en son genre. Son existence constitue un phénomène unique, maintenu exclusivement par l'utilisation quotidienne qu'en font les Algériens et diverses administrations. En plus de sa valeur esthétique et symbolique, le français en Algérie

revêt également une signification culturelle et sociale. Le français est également reconnu comme langue principale dans des domaines tels que la politique, l'économie, la culture, les arts et la technologie.

N'est-il pas surprenant que quelqu'un comme **Abdelhamid Benbadis**, fondateur du *Mouvement des Oulémas Algériens*, mouvement connu pour son attachement et sa défense pour la langue arabe, **reconnaisse la langue française et sa culture comme une composante fondamentale de la société algérienne ?** Il le souligne à travers ces propos :

« Dans ce pays il y a deux langues fraternelles. L'image de la fraternité et de la nécessaire union de ceux qui les parlent pour le plus grand bonheur de l'Algérie – ce sont l'arabe et le français. Nous souhaitons que les autorités responsables et les personnalités disposant de moyens matériels et intellectuels puissent coopérer, afin de mettre sur pied un enseignement double franco-arabe, dont les fruits profiteraient à tout le monde » (Queffelec, Y. & al., 2002, p. 64).

2. Les réactions mitigées

La décision controversée du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de généraliser l'anglais a relancé des débats sur l'efficacité d'une telle mesure. Mais les querelles de cette décision cachent des conflits d'ordre politiques et idéologiques qui ne sont pas toujours innocents. Cette décision n'a pas été sans provoquer la colère des opposants et des défenseurs du projet. Aux yeux des opposants au projet, le français n'est pas simplement une langue étrangère en Algérie, mais un héritage profondément ancré dans l'histoire du pays et le quotidien de ses habitants. Ils soutiennent que cette langue, au fil des années, s'est imprégnée des réalités culturelles locales, au point d'en devenir, d'une certaine manière, « *algérianisée* ». Passer subitement d'une langue étrangère familière à une autre totalement différente semble, selon eux, une démarche précipitée et imprudente. Un tel bouleversement risquerait de perturber durablement des secteurs clés comme l'éducation, l'administration ou même les interactions sociales.

Ces voix estiment préférable que les décisions soient prises à l'issue d'une longue discussion permettant de dégager un consensus plutôt que par un choix personnel. L'avis des enseignants et des différents partenaires sur le projet est sollicité par le biais d'une enquête publique ou d'une procédure de comités d'étude et de concertation. La collecte des avis, attentes et remarques des personnes consultées peut mener à l'acceptation ou au rejet du projet, sans pour autant que cela soit obligatoire. Cela exige une réflexion réfléchie et pragmatique avant de s'engager dans une telle initiative.

Quant aux défenseurs de l'anglais, ils affirment que cette langue est aujourd'hui le moteur incontournable du savoir, de la technologie et de la modernité. Dans un monde où la globalisation domine et où l'innovation et la communication sont des piliers essentiels, ils considèrent que l'adoption de l'anglais comme langue principale est une étape cruciale pour stimuler le progrès et s'intégrer pleinement aux dynamiques internationales. Ils estiment qu'il est temps de tourner la page, de redéfinir les priorités linguistiques et de conférer à l'anglais une place centrale dans les domaines clés tels que l'éducation, les affaires et la recherche scientifique. À leurs yeux, cette transition représente un passage obligé vers un avenir façonné par l'ouverture, le progrès et la compétitivité sur la scène mondiale.

3. L'influence du *Hirak*

L'adoption de l'anglais dans le contexte universitaire algérien s'inscrit dans une période marquée par des bouleversements politiques et sociaux. À la suite de l'annonce de la candidature du défunt président Abdelaziz Bouteflika aux élections présidentielles, l'Algérie a traversé une phase de contestations et de débats intenses. Ces événements ont mis en lumière la nécessité de réformes profondes, notamment dans le secteur de l'enseignement supérieur. L'introduction de l'anglais, perçue comme une ouverture vers des perspectives internationales et une modernisation du système éducatif, s'est imposée comme une réponse aux aspirations d'une jeunesse en quête de changement et d'opportunités globales. Ce tournant linguistique reflète ainsi une volonté de s'adapter à un monde en constante évolution, tout en répondant aux défis spécifiques du contexte algérien.

Au-delà du motif invoqué, cette décision semble avant tout viser à rallier une société en révolte en jouant sur les sentiments anticolonialistes profondément enracinés chez les Algériens. Elle traduit également une tentative de fracturer le *Hirak* en diabolisant la langue française, injustement dépeinte par la propagande comme le dernier bastion des intérêts français en Algérie. Par ailleurs, il est important de souligner que l'initiative de l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur s'inscrit dans une démarche précipitée, presque instinctive, dépourvue de toute base scientifique et reposant essentiellement sur des émotions. Quant à la réitération de l'idée de substituer le français par l'anglais dans les universités, il convient de noter qu'elle émanait d'un gouvernement intérimaire cherchant à projeter l'image d'une rupture avec l'hégémonie française. Cette rupture, à la fois linguistique et culturelle, était présentée comme une tentative de surmonter les blocages attribués à cette « *présence française* ».

« L'agitation autour de cette question est liée à une conjoncture politique tendue, mais aussi à un positionnement personnel de l'actuel ministre. Celui-ci appartient à cette frange d'universitaires qui prônent l'anglais comme langue étrangère dominante dans le système éducatif algérien », rappelle la professeure des universités, Khaoula Taleb Ibrahim.

Directrice du laboratoire de Linguistique, Sociolinguistique et Didactique des Langues à l'Université d'Alger 2, elle rappelle que, depuis l'accès du pays à l'Indépendance, une guerre des positions renvoie dos à dos deux formations intellectuelles : « *Celle en langue française et celle exclusivement en langue arabe* ».

4. Méthodologie : l'enquête par questionnaire

Cette recherche se propose d'examiner les perceptions des enseignants universitaires face à la réforme linguistique récemment adoptée en Algérie, adoptant l'anglais comme langue d'enseignement, en particulier dans les disciplines scientifiques au sein des universités. Afin de mener cette analyse approfondie, une enquête par questionnaire a été réalisée, couvrant un éventail diversifié d'établissements universitaires à l'échelle nationale.

4.1. Méthodologie

Nous avons choisi de procéder cette enquête via Google Forms, un outil de questionnaire en ligne conçu pour recueillir les perceptions des enseignants universitaires concernant les politiques linguistiques récemment introduites en septembre 2023. Au total, **117 enseignants**, représentant divers établissements universitaires à travers le pays, ont pris part à cette étude. Conduite en ligne entre le 24 décembre 2024 et le 25 février 2025, l'enquête s'articule autour de **14 questions** explorant des variables telles que le sexe, l'âge, l'établissement d'exercice, la matière enseignée, l'expérience professionnelle, entre autres.

4.2. Analyse des Résultats

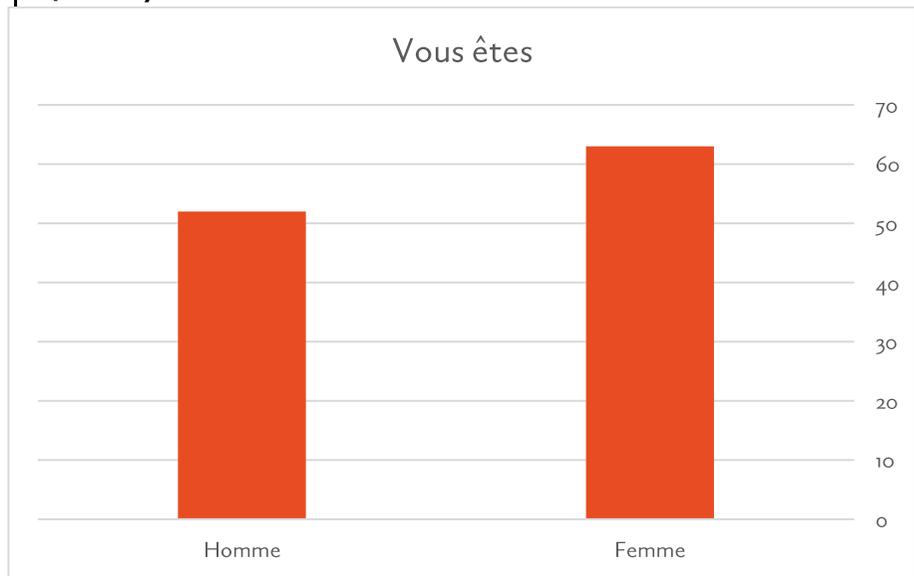


Figure 1 – Répartition de la population par genres

Les résultats (**Fig. 1**) concernant la répartition des enseignants par sexe mettent en lumière une répartition notable entre les hommes et **les femmes** dans le corps enseignant, où les femmes dominent légèrement avec **une représentation de 54,8 %**. Cette prédominance féminine peut refléter des évolutions sociales importantes, notamment une meilleure intégration des femmes dans les métiers liés à l'éducation et à l'enseignement, qui ont longtemps été considérés comme un domaine mixte, voire traditionnellement masculin dans certains contextes. Cependant, ces chiffres méritent une analyse plus approfondie pour comprendre les facteurs sous-jacents :

- **Est-ce le résultat d'une augmentation des opportunités éducatives pour les femmes, d'une valorisation croissante de leur rôle dans la société ou simplement d'une tendance sectorielle où les femmes sont davantage présentes dans certains domaines ?**

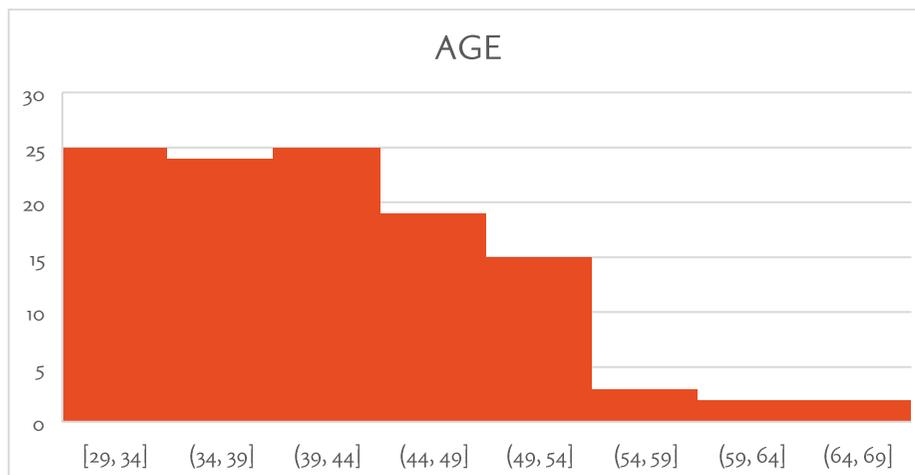


Figure 2 – Répartition de la population par tranches d'âges

Les résultats (**Fig. 2**) révèlent une répartition d'âge diversifiée parmi les enseignants universitaires, avec une concentration notable dans certaines tranches d'âge. **Les groupes d'âge 29-34 ans et 39-44 ans se distinguent comme les plus représentés, chacun comprenant 25 enseignants.** Ce constat reflète une coexistence intéressante entre des enseignants relativement jeunes, qui apportent une dynamique et des perspectives fraîches, et des enseignants d'âge intermédiaire, bénéficiant d'une expérience consolidée dans leur domaine. Cependant, une baisse progressive est observée à partir de la tranche 44-49 ans (19 enseignants) jusqu'aux âges avancés, tels que 59-64 ans (2 enseignants) et 64-69 ans (2 enseignants). Cette diminution souligne les défis liés au renouvellement des générations au sein du corps universitaire. Elle pourrait également signaler une réduction des opportunités ou une faible rétention des enseignants au-delà d'un certain âge. **Cette répartition illustre un potentiel équilibre entre innovation et expérience dans le paysage académique, tout en mettant en lumière la nécessité de stratégies de gestion des ressources humaines.** Ces stratégies pourraient inclure l'accompagnement des enseignants plus jeunes dans leur évolution professionnelle et la valorisation des contributions des enseignants d'expérience, afin d'assurer la continuité et la qualité de l'enseignement universitaire.

L'analyse (**Fig. 3**) des réponses au questionnaire met en lumière une représentation diversifiée des grades des enseignants. Avec 3 vacataires, 6 professeurs, 27 Maîtres de Conférences (MCB), 41 Maîtres de Conférences A (MCA), 25 Maîtres Assistants B (MAB), et 13 Maîtres Assistants A (MAA), on observe une forte implication des grades intermédiaires, notamment les MCA et les MCB, qui constituent ensemble une large majorité des répondants. Cette participation reflète une dynamique significative de ces deux catégories, souvent au cœur du processus d'enseignement et de recherche. Quant à la présence de professeurs et de vacataires, bien qu'elle soit moins prononcée, elle montre tout de même un intérêt certain pour les sujets abordés dans le questionnaire. **Ces données révèlent non seulement**

l'engagement des enseignants mais également la richesse des perspectives qu'ils peuvent apporter en fonction de leur expérience et de leur grade académique.

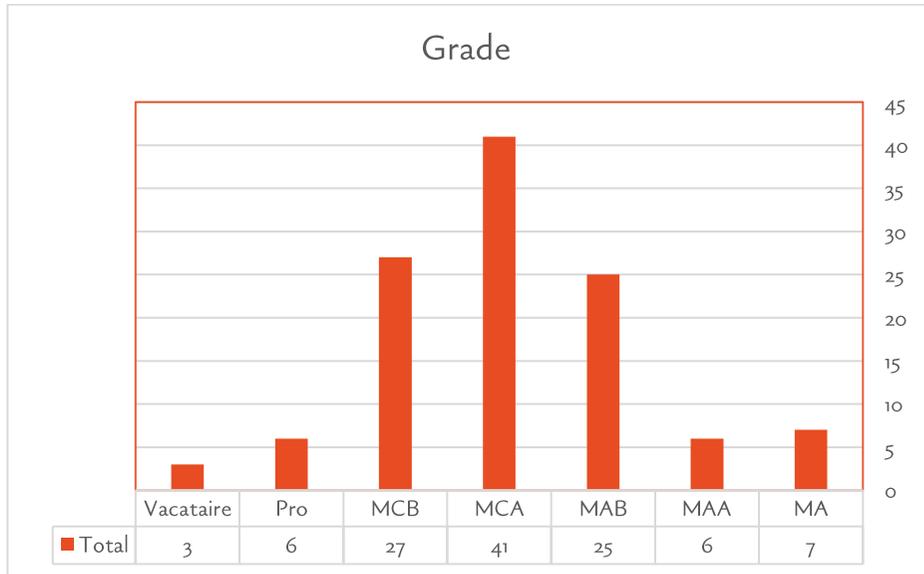


Figure 3 – Répartition de la population par grades académiques

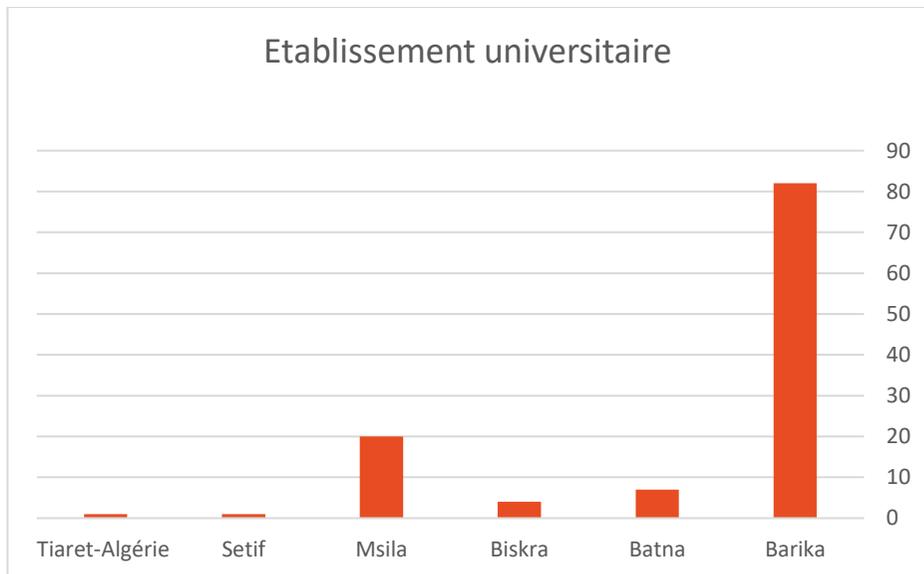


Figure 4 – Répartition de la population par affiliations

Les réponses (**Fig. 4**) des participants au questionnaire mettent en évidence **une prédominance notable du Centre Universitaire de Barika**, qui se distingue par un nombre élevé de répondants., avec 80 participants, mettant en lumière son importance stratégique dans cette enquête. L'Université de M'Sila, avec ses 20 répondants, témoigne également d'un engagement notable envers les thématiques abordées. Les autres institutions, telles que Batna 2 (10 participants), Biskra (5), Sétif (1), et Tiaret (1), affichent une présence plus modeste, mais néanmoins pertinente. **Cette diversité géographique offre une cartographie riche et nuancée, où l'implication majoritaire des établissements les plus représentés joue un rôle central dans le processus de réflexion. Ces données permettent de mieux cerner les dynamiques institutionnelles et les interactions géographiques autour des sujets explorés dans le cadre de ce questionnaire.**

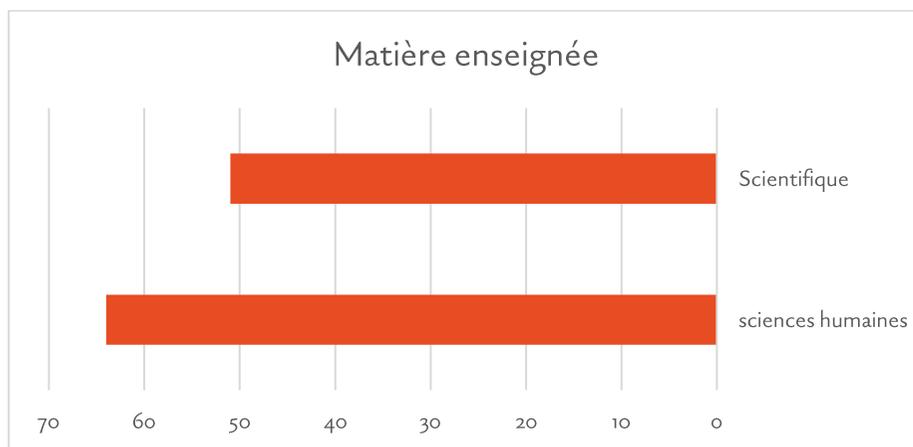


Figure 5 – Répartition de la population par sphères disciplinaires

L'analyse (**Fig. 5**) des données recueillies souligne **une répartition équilibrée entre deux grandes sphères disciplinaires**. Parmi les 117 enseignants interrogés, **62%** enseignent des disciplines relevant des **sciences humaines et sociales**, où **l'arabe s'impose comme langue principale d'enseignement, renforçant l'ancrage culturel et identitaire de ces matières**. En revanche, **48%** se consacrent à l'enseignement des **sciences exactes ou sciences dures**, lesquelles constituent le **socle indispensable de la méthodologie scientifique et des innovations technologiques**. Par ailleurs, *l'anglais émerge comme un levier stratégique dans l'Enseignement supérieur, facilitant l'échange et la collaboration entre enseignants et étudiants tout en se positionnant comme langue universelle pour la diffusion et la transmission des savoirs à l'échelle mondiale.* **Cette composition académique, bâtie sur la complémentarité des disciplines et des langues, prépare les étudiants à relever les défis multidimensionnels du monde contemporain.**

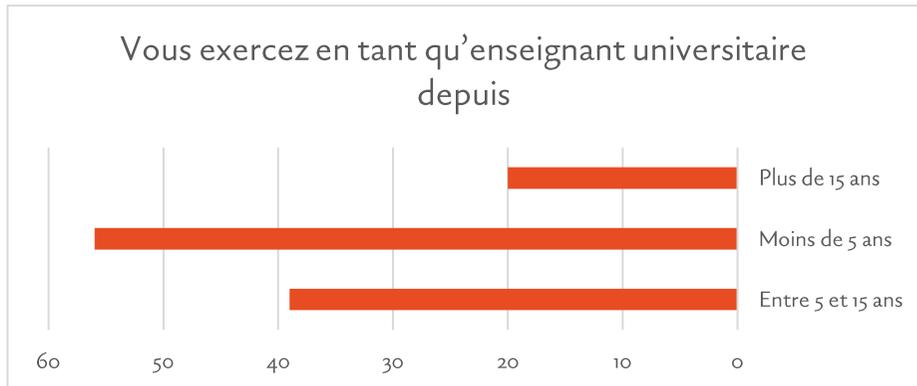


Figure 6 – Répartition de la population par nombre d'années d'exercice

Les résultats (**Fig. 6**) concernant les années d'exercice des enseignants dans l'enseignement montrent une répartition intéressante de l'expérience professionnelle : Moins de 5 ans d'expérience : 48,2% des enseignants se situent dans cette catégorie. Cela représente près de la moitié du corps enseignant et pourrait indiquer un renouvellement important du personnel ou une forte proportion de nouveaux enseignants entrants. Entre 5 et 15 ans d'expérience : 34,2% des enseignants ont entre 5 et 15 ans d'expérience. Ce groupe représente une portion significative du personnel, montrant une certaine stabilité et un développement continu de l'expérience professionnelle au sein du corps enseignant. Plus de 15 ans d'expérience : 17,4% des enseignants ont plus de 15 ans d'expérience. Bien que ce groupe soit le plus petit, il incarne une richesse d'expérience et de savoir-faire précieux pour l'institution.

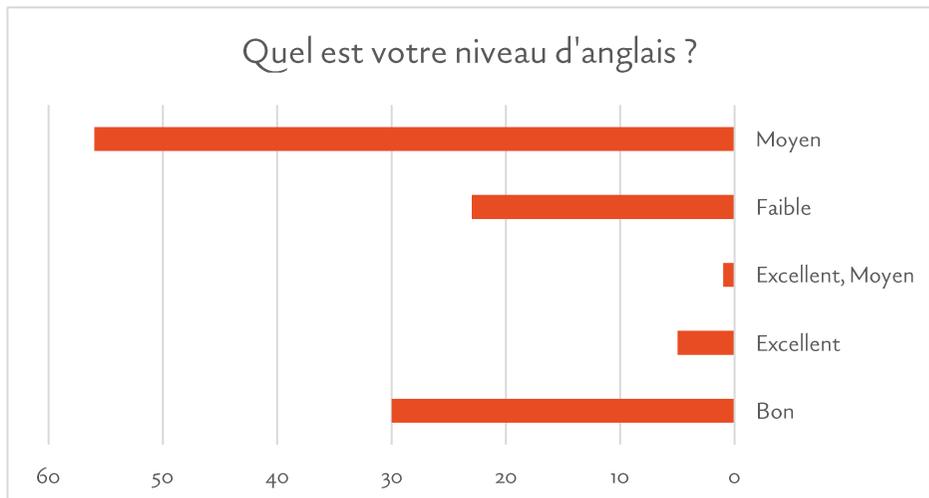


Figure 7 – Répartition de la population par niveaux d'anglais

Les données recueillies (Fig. 7) indiquent une répartition hétérogène des niveaux de maîtrise de l'anglais parmi la population étudiée. **La majorité des enseignants (56 %) affiche un niveau moyen, suggérant une compréhension fonctionnelle de la langue, mais potentiellement limitée à des contextes ou des situations spécifiques.** Un pourcentage notable (30 %) se situe dans la catégorie « *bon* », témoignant d'une aisance linguistique supérieure à la moyenne, et donc d'une capacité accrue à s'exprimer et à comprendre l'anglais dans divers contextes. Cependant, les données révèlent également une proportion significative (23 %) de participants au niveau « *faible* », pointant un besoin potentiel de renforcement des compétences linguistiques au sein de ce groupe. Enfin, une minorité (5 %) atteint un niveau « *excellent* », indiquant une maîtrise complète et fluide de la langue anglaise. Ce petit pourcentage pourrait refléter un accès limité à des ressources éducatives avancées ou à des contextes immersifs favorisant un apprentissage approfondi de la langue. **Ces résultats soulignent l'importance d'une analyse approfondie des besoins éducatifs de chaque catégorie afin d'élaborer des stratégies ciblées pour améliorer globalement la maîtrise de l'anglais, en mettant un accent particulier sur les groupes présentant des niveaux faibles ou moyens.**

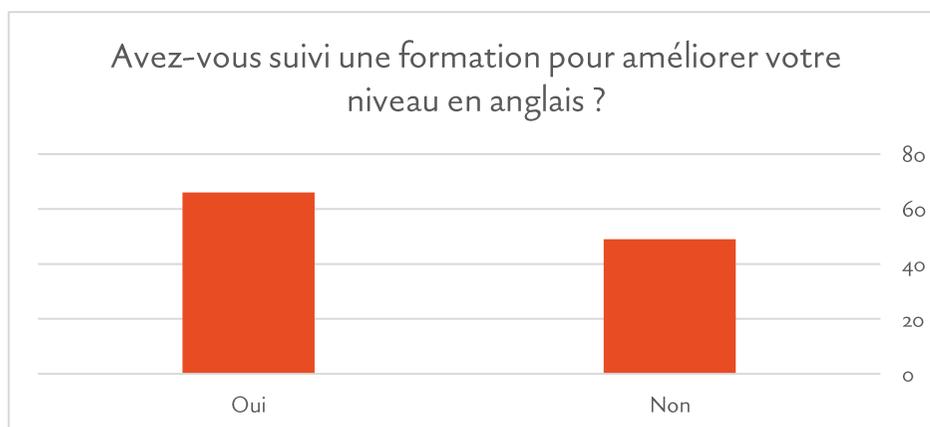


Figure 8 – Répartition de la population par formations suivies ou non en anglais

Les résultats (Fig. 8) concernant la formation des enseignants en anglais révèlent les aspects suivants : Formation en anglais : **58,3% des enseignants ont reçu une formation en anglais.** Cela démontre une majorité d'enseignants ayant acquis des compétences spécifiques dans l'enseignement de l'anglais, ce qui peut enrichir l'offre éducative et la qualité de l'enseignement de cette langue au sein de l'établissement. Absence de formation en anglais : **42,6% des enseignants n'ont pas reçu de formation en anglais.** Bien que cette proportion soit inférieure, elle représente néanmoins une part significative du personnel qui pourrait bénéficier de formations complémentaires pour renforcer leurs compétences linguistiques et pédagogiques en anglais. *Ces chiffres montrent une base solide de compétences en anglais parmi les enseignants, tout en soulignant l'importance de continuer à investir dans la formation pour améliorer encore davantage l'efficacité et la qualité de l'enseignement de l'anglais. Une*

attention particulière à la formation continue des enseignants peut contribuer à créer un environnement d'apprentissage plus dynamique et inclusif pour les étudiants.

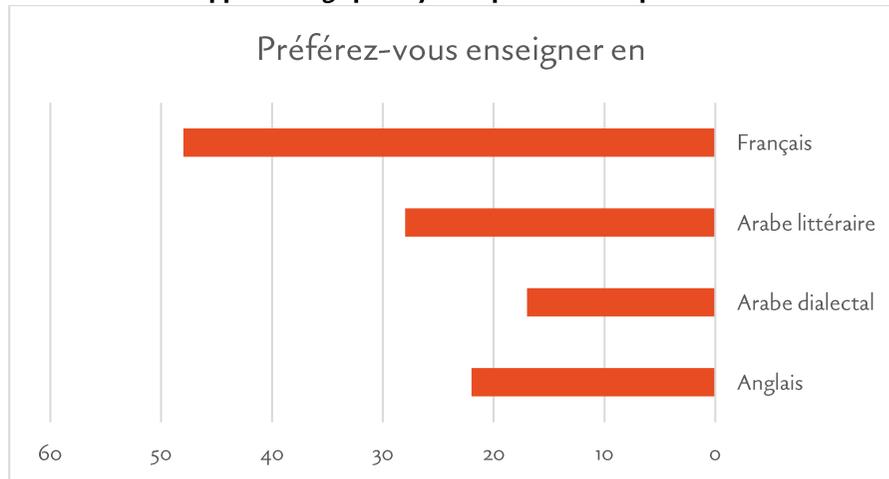


Figure 9 – Répartition de la population par langue d'enseignement préférée

Concernant le choix de la langue (Fig. 9), **le français domine avec 56% des participants en sa faveur**. Cela indique que le français est largement perçu comme une langue d'enseignement importante et privilégiée. Cependant, il est intéressant de noter que **34% des participants ont exprimé leur préférence pour l'enseignement en anglais**, montrant ainsi un intérêt significatif pour cette langue. Cela pourrait refléter la reconnaissance croissante de l'importance de l'anglais dans le contexte mondial actuel. En revanche, **seulement 17% des participants ont préféré l'enseignement en arabe dialectal**. Bien que ce pourcentage soit plus faible en comparaison, il démontre tout de même un certain soutien pour l'enseignement dans la langue locale, ce qui pourrait être crucial pour préserver la culture et les traditions locales. **Ces résultats mettent en évidence la diversité des opinions et soulignent la nécessité d'un dialogue équilibré pour répondre aux attentes et aux besoins des différentes communautés.** Il serait bénéfique d'explorer les raisons derrière ces préférences et de trouver des moyens d'intégrer ces trois langues dans le système éducatif afin de maximiser les avantages pour les apprenants. Ces données montrent que les enseignants ne confondent pas savoir une formation et enseigner en anglais la démocratie participative et la démocratie représentative, ni ne souhaitent substituer l'une à l'autre.

Les résultats (Fig. 10) concernant la langue d'enseignement que les étudiants comprennent le mieux révèlent une préférence marquée pour l'arabe dialectal : **Arabe dialectal : 62,6% des étudiants comprennent mieux cette langue**. Cela montre que l'arabe dialectal est largement répandu et compris parmi les étudiants, ce qui peut refléter son usage courant dans la vie quotidienne et son rôle essentiel dans la communication informelle. **Arabe littéraire : 38,3%** des étudiants comprennent mieux l'arabe littéraire. Cette proportion indique que, bien que moins couramment utilisé que l'arabe dialectal, l'arabe littéraire reste une langue importante pour l'éducation et la culture, soulignant la nécessité de maintenir et

d'améliorer l'enseignement de cette langue. **Français : 27%** des étudiants comprennent mieux le français. Ce chiffre montre une bonne compréhension du français parmi les étudiants, probablement due à son rôle historique et actuel dans l'éducation et les affaires en Algérie. **Anglais : 15,7%** des étudiants comprennent mieux l'anglais. **Bien que ce pourcentage soit le plus bas, il indique une présence notable de la langue anglaise parmi les compétences linguistiques des étudiants, ce qui est encourageant pour l'avenir dans un monde de plus en plus globalisé.**

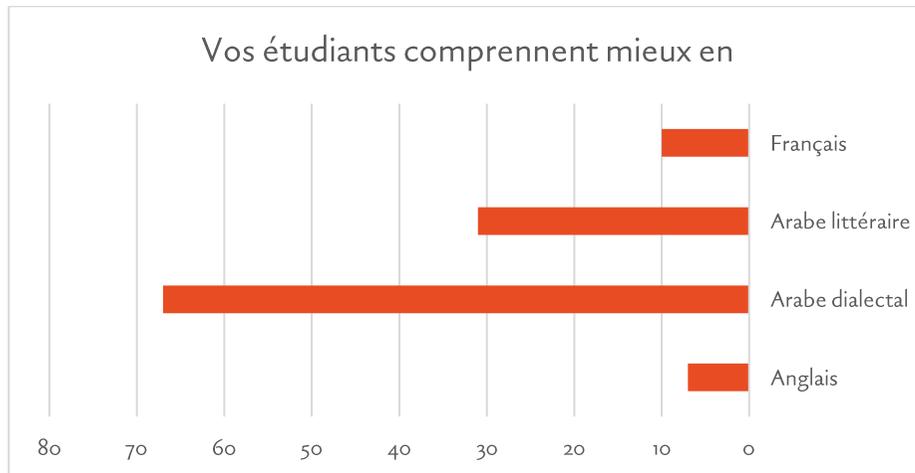


Figure 10 – Répartition de la population étudiante par langue d'enseignement la mieux comprise

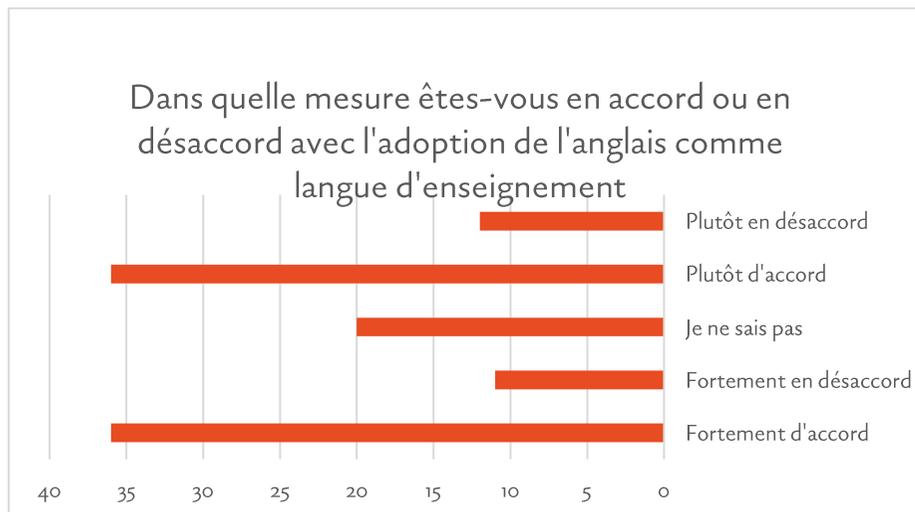


Figure 11 – Répartition de la population selon leur degré d'adhésion à l'adoption de l'anglais comme langue d'enseignement

Les données (Fig. 11) révèlent **une polarisation des opinions concernant l'introduction de l'anglais comme langue d'enseignement universitaire**. Une majorité notable (36 % « plutôt d'accord » et 36 % « fortement d'accord ») soutient cette initiative, ce qui reflète une reconnaissance de l'importance croissante de l'anglais en tant que langue internationale de la science, de la technologie et du commerce. Ces partisans perçoivent probablement cette adoption comme un levier stratégique pour accroître la compétitivité académique et professionnelle des étudiants sur la scène mondiale. En revanche, un groupe non négligeable (12 % « plutôt en désaccord » et 11 % « fortement en désaccord ») exprime des réticences, mettant en évidence des préoccupations potentielles telles que l'exclusion linguistique, le respect des langues locales ou les difficultés d'adaptation des enseignants et des étudiants. Ces chiffres traduisent **une certaine tension entre le désir d'ouverture internationale et la préservation des identités linguistiques et culturelles**. L'équilibre entre ces deux positions suggère **la nécessité d'un dialogue approfondi et inclusif** avec toutes les parties prenantes. Une approche progressive et flexible, combinant l'introduction de l'anglais avec le maintien d'autres langues d'enseignement, pourrait offrir une solution conciliant innovation académique et diversité linguistique.

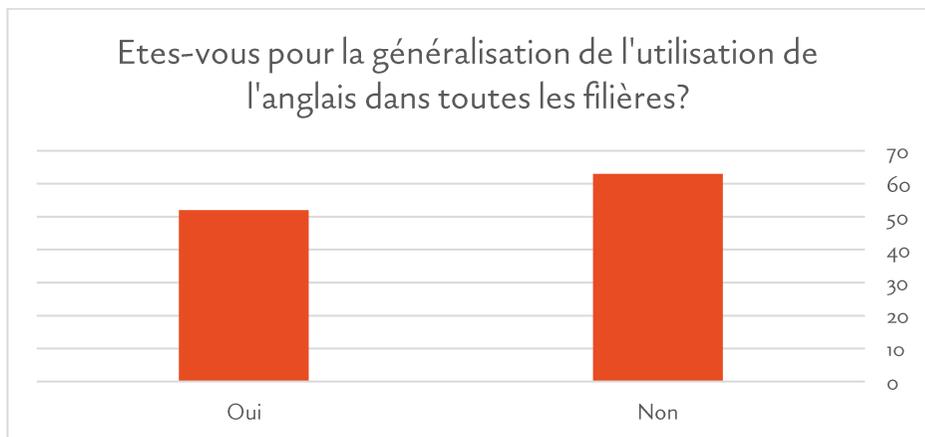


Figure 12 – Répartition de la population selon leur degré d'adhésion à la généralisation ou non de l'anglais pour toutes les filières à l'Université

Les chiffres (Fig. 12) révélant **48,2% en faveur de la généralisation de l'anglais contre 53,5% montrent une société divisée sur cette question linguistique essentielle**. Cela reflète des enjeux profonds, mêlant l'ouverture au monde globalisé et la préservation des identités culturelles locales. Ces résultats soulignent **la complexité du débat, où l'équilibre entre modernité et tradition devient un véritable défi**. Il serait intéressant d'analyser les motivations sous-jacentes des deux camps pour mieux comprendre cette fracture et envisager des solutions inclusives pour répondre aux besoins de chacun.

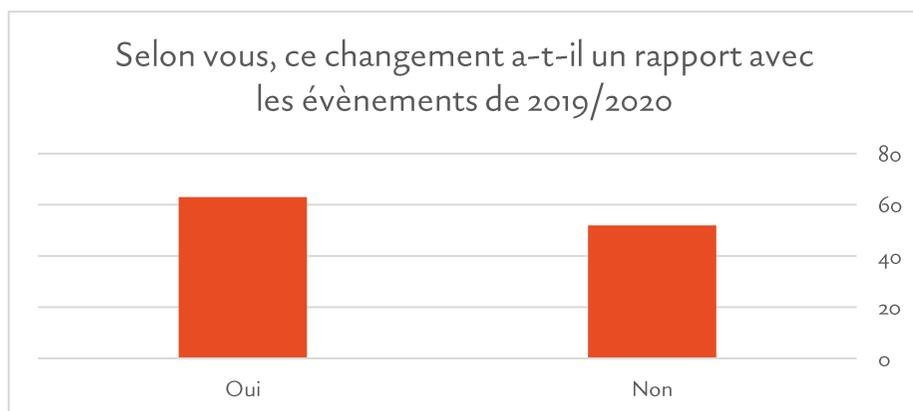


Figure 13 – Répartition de la population par points de vue et opinions

Les chiffres (**Fig. 13**) indiquant que **52,3% des répondants estiment que la décision est liée au Hirak**, tandis que 49,5% ne partagent pas cet avis, illustrent une perception contrastée au sein de la population. **Cette quasi-égalité témoigne de l'impact sociopolitique du Hirak, tout en révélant une diversité d'interprétations et de sensibilités sur son influence réelle.** Cela démontre à quel point le mouvement continue d'être un point de référence dans la conscience collective, tout en laissant place à des questionnements sur l'autonomie des décisions prises. Ce clivage appelle à davantage de dialogue et de réflexion pour mieux comprendre les dynamiques qui façonnent ces opinions.

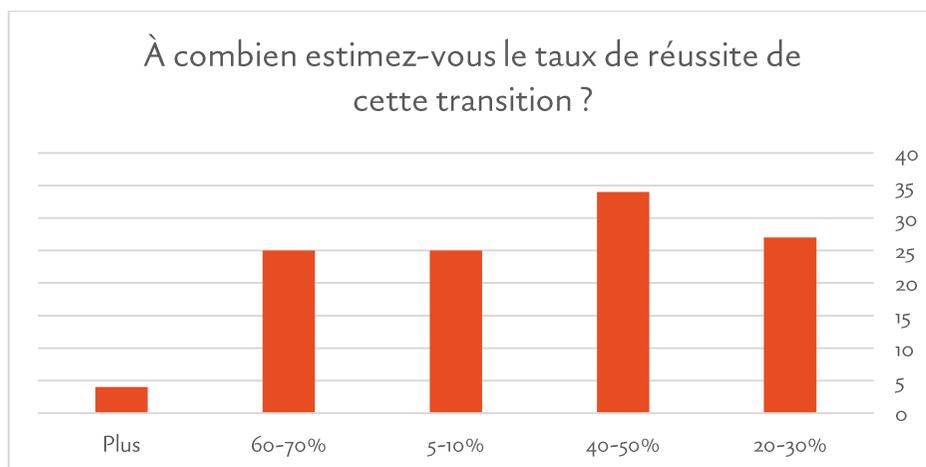


Figure 14 – Répartition de la population par taux de réussite de la transition estimée

Ces statistiques (**Fig. 14**) montrent une diversité de perspectives quant au pourcentage de réussite de l'enseignement en anglais. Avec **seulement 19,6% des répondants situant la réussite entre 5% et 10%**, il apparaît clairement que ce seuil est considéré comme faible

par la majorité. Les tranches intermédiaires, 24,1% entre 20% et 30%, ainsi que 30,4% entre 40% et 50%, révèlent une perception plutôt optimiste et progressive des résultats. Enfin, le *chiffre notable de 22,3% entre 60% et 70% témoigne d'une confiance significative en la capacité de l'enseignement en anglais à atteindre des niveaux élevés de succès*. Ces données suggèrent une trajectoire ascendante et un potentiel prometteur, tout en soulignant des défis à relever pour garantir une réussite plus uniforme et généralisée.

4.3. Synthèse

L'enquête menée auprès d'enseignants issus de diverses universités algériennes met en lumière une dualité intéressante entre leurs compétences linguistiques et leurs préférences pédagogiques. Une majorité des participants a bénéficié d'une formation en anglais, aboutissant à un bon niveau de maîtrise de cette langue. Cependant, malgré cette aptitude linguistique, une préférence marquée pour l'enseignement en français a été exprimée. Cette observation suggère que des facteurs contextuels, culturels et pratiques influencent fortement le choix de la langue d'enseignement. Le français, historiquement enraciné dans le système éducatif algérien, conserve un rôle prédominant, ce qui reflète son intégration profonde dans les traditions académiques et administratives. De plus, les enseignants pourraient percevoir des défis tels que l'adaptation des supports pédagogiques, les compétences linguistiques des étudiants ou une certaine réticence au changement. Cette réalité soulève une question centrale :

- **Comment concilier la maîtrise croissante de l'anglais, en tant que langue de communication internationale, avec les préférences et contraintes locales liées au français ?**

Une approche progressive pourrait consister à introduire des cours bilingues ou des modules spécifiques en anglais, afin de promouvoir l'intégration de cette langue dans le paysage académique, tout en respectant les bases établies du français. En conclusion, ces résultats soulignent l'importance d'élaborer des politiques éducatives équilibrées, qui valorisent à la fois l'héritage linguistique et les opportunités offertes par une ouverture accrue à l'international. Cette démarche pourrait transformer les pratiques pédagogiques, tout en favorisant une meilleure préparation des étudiants aux défis mondiaux.

Conclusion

L'adoption de l'anglais comme langue d'enseignement à l'Université algérienne représente une initiative ambitieuse, visant à aligner le système éducatif sur les dynamiques mondiales et à ouvrir de nouvelles opportunités académiques et professionnelles pour les étudiants. Cependant, cette transition, bien qu'attrayante, s'accompagne de défis et de risques significatifs sur plusieurs plans. Sur le plan pédagogique, le risque principal réside dans une fracture entre les enseignants et les apprenants en fonction de leur niveau d'adaptation linguistique. Cette situation pourrait exacerber les inégalités académiques, compromettant l'accessibilité et la qualité de l'enseignement pour certains groupes d'étudiants. Par ailleurs, le passage à l'anglais pourrait créer une pression accrue sur les enseignants, nécessitant des formations supplémentaires et une refonte des supports pédagogiques existants. D'un point

de vue culturel, la marginalisation potentielle des langues nationales, comme l'arabe et le tamazight, pourrait susciter des inquiétudes concernant l'érosion de l'identité culturelle. L'adoption d'une langue étrangère dans un contexte éducatif pourrait être perçue comme une dévalorisation de la richesse linguistique locale, ce qui nécessiterait des politiques équilibrées pour préserver ce patrimoine. Enfin, sur le plan socio-économique, les implications pourraient inclure des disparités entre les universités disposant de ressources suffisantes pour intégrer efficacement l'anglais et celles confrontées à des contraintes budgétaires. Une telle dichotomie pourrait accentuer les écarts entre les institutions et limiter l'équité dans le système éducatif.

Ainsi, bien que prometteuse, l'adoption de l'anglais requiert une approche stratégique et progressive, intégrant une évaluation continue des impacts à court et long terme. Une réflexion approfondie, impliquant toutes les parties prenantes, est essentielle pour équilibrer les ambitions d'ouverture internationale avec la préservation des valeurs éducatives, culturelles et sociales algériennes.

Références

- BENRABAH, Mohamed (2014). *Langue et pouvoir en Algérie*. Paris : Éditions du CNRS.
- BOUCEBCI, Mustapha (1995). *L'université algérienne et ses évolutions post-indépendance*. Alger : ENAG.
- BOURDIEU, Pierre (1964). *Les héritiers : Les étudiants et la culture*. Paris : les Éditions de Minuit.
- HAMDI-CHERIF, Fouzia (2008). *Réformes éducatives et mondialisation : le cas de l'Algérie*. Oran : CRASC.
- MIMOUNI, Azzedine (2010). *L'avenir de l'université algérienne face à la mondialisation*. Alger : Casbah Éditions.
- QUEFFELEC, Ambroise ; DERRADJI, Yacine ; DEBOY, Valéry ; SAALI-DEKDOUK, Dalila ; CHARRAD-BENCHERFA, Yasmina (2002). *Le français en Algérie : Lexique et dynamique des langues*. Bruxelles : les Éditions Duculot.
- SAYAD, Abdelmalek (1999). *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Paris : Raisons d'Agir.

Pour citer cet article

Lakhdar DOURARI, « À la croisée des chemins : l'Université algérienne face aux défis et opportunités du tournant anglophone », *Paradigmes*, vol. VIII, n° 02, mars 2025, p. 25-40.